

Pourquoi nous voterons Ségolène

JEAN DANIEL | NOUVELOBS.COM | 18.04.2007 |

"Si Nicolas Sarkozy est élu (...) nous n'aurons aucune excuse. (...) J'appelle donc François Bayrou et Ségolène Royal, avant le premier tour, à s'engager dans la voie d'une alliance." Ségolène Royal a repoussé cette proposition en la déplorant. François Bayrou a fait la même chose mais en s'en félicitant. En tout cas, l'appel de Michel Rocard – relayé par Bernard Kouchner et Claude Allègre - n'a pas atteint son objectif déclaré. Ce sont donc les deux candidats, autant l'un que l'autre, auxquels il s'est adressé qui, selon son expression, n'auront pas d'"excuse" devant l'Histoire.

Incident de parcours ? Non. Les répercussions de cette affaire n'ont pas disparu pour autant. Elles se sont aggravées dans la mesure où la mise sur le même plan de Ségolène Royal et de François Bayrou risque de démotiver un certain nombre d'électeurs de gauche qui se laissent au surplus persuader qu'au second tour, seul François Bayrou pourrait vaincre Sarkozy. Ainsi la conjonction de l'appel et des refus auront achevé de brouiller les cartes. Au point de ne pas exclure qu'un Le Pen – oui, Le Pen - puisse en profiter.

Que l'initiative de cette affaire vienne de Michel Rocard évoque chez nous plus de souvenirs que de surprise. Nous l'avons souvent aidé à lancer un pavé dans la mare, notamment en 1978, après la défaite de la gauche aux élections législatives. Il avait alors fait à la télévision une déclaration incendiaire et nous en avons tout simplement fait notre Une, ce que François Mitterrand devait mettre longtemps à nous pardonner. Autrement dit, nous avons déjà pour cet homme, Michel Rocard, dont le discours parfois trop intellectuel nous en imposait, un respect complice et nous admirions qu'il n'exclue pas le scandale pour défendre ses vérités.

Reste qu'aujourd'hui, quelques jours avant le premier tour de l'élection présidentielle, il nous faut répondre à deux questions. Si Rocard se doutait de la réaction des deux destinataires de son appel, pourquoi l'a-t-il lancé ? C'est un

fait qu'il n'a jamais cessé de se rebeller contre sa famille et d'en être la victime. Il se trouve que lorsqu'il a hurlé ses certitudes, ce fut chaque fois après avoir été marginalisé par ses camarades socialistes. Or on ne peut pas dire aujourd'hui que Ségolène Royal ait accordé au plus brillant pourvoyeur d'idées de la gauche la considération à laquelle il peut prétendre. On ne peut pas dire non plus que le Parti socialiste se soit, dans un passé récent, soucié de le promouvoir. On l'a même récemment écarté de la candidature à la présidence du Parlement européen, faute aussi absurde et inexcusable que de n'avoir pas confié à Jacques Delors, en 2001, la présidence de la Commission constituante européenne, finalement attribuée à Valéry Giscard d'Estaing. En tout cas, aucun patriotisme de parti n'a conduit Rocard à imiter ceux qui, après avoir considéré les succès de la candidate comme une disgrâce, ont observé la dure discipline du ralliement. Lionel Jospin ne manque pas d'autorité lorsqu'il procède à ce rappel à l'ordre.

La seconde question, plus importante, consiste à savoir si, formulées de cette manière, les idées qui nous sont communes peuvent ou non avancer. Quelles idées ? En un mot, il s'agit d'arriver à réaliser en France une vraie social-démocratie dont chaque homme de gauche pourrait être fier. Rappelons quelques jalons de cette histoire. Au moment où François Mitterrand marchandait encore son estime pour les socialistes scandinaves sous le prétexte incroyable qu'ils demeuraient en grande partie dans la dépendance "du capitalisme et des puissances de l'argent", nous avons essayé, avec des hommes comme Mendès France, comme Jacques Delors, comme Michel Rocard, comme Edmond Maire et quelques autres de montrer que la social-démocratie était désormais la seule forme de socialisme adaptée au monde moderne et que toutes les nations européennes, sauf la France, en avaient tenu compte.

Il y a un nom de ville qui est souvent répété lorsque l'on rappelle ces débats, c'est celui de Bad-Godesberg, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. C'est là que les socialistes allemands, en 1959, ont proclamé leur rupture avec toute espèce de collectivisme et leur ralliement à une forme contrôlée de l'économie de marché. Bad-Godesberg n'a cependant cessé de sonner aux oreilles des socialistes français comme l'exemple d'une trahison ou comme le rappel d'une lâcheté. Ce que nous avons ici le plus reproché à François Mitterrand – et j'en ai fait tout un

chapitre d'un livre paru de son vivant et auquel, d'ailleurs, il a répondu – c'est de n'avoir pas eu le courage de théoriser ni de faire le choix stratégique d'assumer les heureuses réformes – le retour de la "rigueur" - auxquelles l'avaient conduit en 1983 le plus élémentaire réalisme européen et financier. Sur ce plan, je me souviens que Pierre Mauroy, que l'on aurait pu croire plus traditionaliste, nous avait donné raison.

Imposée par l'hégémonie stalinienne, la peur de paraître s'éloigner d'une "stratégie de rupture avec le capitalisme" a obsédé un nombre insoupçonné de responsables socialistes. La vérité est qu'il y a une tradition anti-social-démocrate dans le Parti socialiste français. Et quand les percées réformistes ont lieu, elles sont opérées dans une sorte de clandestinité. Les blocages sont loin d'avoir disparu et il était important qu'ils fussent dénoncés comme nous y invite une nouvelle génération d'économistes réformateurs. Il est évident d'autre part que, privée d'une majorité parlementaire, la social-démocratie peut très bien gouverner avec la droite républicaine – c'est ce qu'elle fait partout en province.

Il n'y a donc pour nous de désaccord avec Rocard que sur la date qu'il a choisie pour lancer son cri. Il y a trois mois, ce discours n'aurait manqué ni de prestige ni d'ascendant. Aujourd'hui, nous sommes à la veille du premier tour de l'élection présidentielle et la résignation à une élimination de Ségolène au premier tour, même si l'on pense que cela peut faire battre Sarkozy au second, est symboliquement très grave pour la gauche. Ce serait la défaite sinon l'éclatement d'un grand parti.

La réaction simple n'est-elle pas de tout faire pour que pas une voix ne manque à Ségolène Royal ? Ce n'était apparemment pas l'avis de Michel Rocard qui pensait qu'une entente entre Ségolène Royal et François Bayrou leur donnerait à tous les deux plus de chances. François Bayrou vient de montrer qu'il était loin, quant à lui, de partager cet avis. Quant à certaines réactions de la gauche, elles étaient prévisibles. Elles ressuscitent le rassemblement des socialistes qui ont voté non au Traité européen et elles provoquent l'unité de la gauche de la gauche, dont les voix additionnées peuvent frôler les 12%.

Il s'agit alors de bien plus que d'un choix de personne. Ou bien on mobilise l'opinion en faveur de Ségolène avec l'idée qu'elle a donné déjà un certain nombre de gages qui l'éloignent de la tradition anti-social-démocrate, qu'elle est plus prête que d'autres, plus libre pour prendre des initiatives comme celle, par exemple, de demander à Jacques Delors de jouer le rôle qu'elle ne peut plus confier à Michel Rocard. Ou bien, parce qu'on le pense plus en situation de gagner face à Sarkozy, on choisit de promouvoir François Bayrou qui a pourtant été très longtemps le compagnon de ce Sarkozy qu'il combat aujourd'hui.

Pour ma part, c'est en somme parce que je suis resté rocardien que je souhaite la clarté d'une victoire de Ségolène Royal. Elle suscite encore des réticences, en partie explicables par la rémanence d'un machisme à la française. Mais son parcours au milieu des embûches et des obstacles, sa résistance aux attaques et aux pièges, le progrès notable de ses interventions sur les plans européen et économique, la présence à ses côtés de certaines fortes personnalités, comme Dominique Strauss-Kahn, et des parrainages qui feront surprise, comme celui de Jacques Delors, tout nous fait espérer que cette candidate sera une grande dame et une vraie présidente. Et n'insistons pas, surtout, sur ce qu'on lui reproche. Puisque j'ai déjà fait allusion à l'histoire de ce journal, nous nous souvenons trop bien de ce que nous avons écrit contre François Mitterrand avant qu'en bien ou en mal le sort ne lui réserve, dans l'Histoire, la majesté d'une stature de premier plan.